

AP N° 2025-MD-172-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
concernant les installations situées
69 Rue Albert Thomas à REIMS (51)
exploitées par la société OI MANUFACTURING FRANCE

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
VU l'arrêté préfectoral n°2005-A-152-IC du 21 octobre 2005 autorisant la société OI MANUFACTURING FRANCE à exploiter une verrerie sur le territoire de la commune de Reims ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 portant autorisation de poursuivre l'activité verrerie de la société OI MANUFACTURING FRANCE ;
VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 7 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé.

CONSIDÉRANT l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 qui dispose que « [...] Valeurs limites [...] » ;

| Substances | Concentration (mg/l) | Flux massique (kg/l) | Périodicité de l'auto-surveillance / Eaux usées industrielles traitées |
|----------------------|----------------------|----------------------|--|
| MES | 30 | 3 | mensuel |
| [...] | [...] | [...] | [...] |
| Hydrocarbures totaux | 5 | 0,2 | mensuel |
| Aluminium total (Al) | 1 | 0,1 | Semestre |
| [...] | [...] | [...] | [...] |

[...] » ;

CONSIDÉRANT que les données d'auto-surveillance déclarées sur l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) montrent des dépassements fréquents aux valeurs limites pour les eaux résiduaires entre janvier 2023 et décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 qui dispose que « En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : [...] les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). »

CONSIDÉRANT l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 qui dispose que « [...] Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] » ;

CONSIDÉRANT que les données d'auto-surveillance déclarées sur l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) montrent que les commentaires accompagnants les résultats ne justifient pas la cause des dépassements, ni la mise en place d'actions correctives ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour la sécurité des tiers et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société OI MANUFACTURING FRANCE de respecter les prescriptions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-38-IC du 30 mars 2016 et l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société OI MANUFACTURING FRANCE, dont le siège social est situé 2 Rue Maurice Moissonnier à Vaulx-en-Velin (69120), est mise en demeure pour ses installations sises 69 Rue Albert Thomas à Reims (51100) de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : Valeurs limites de rejet

L'exploitant est mis en demeure de respecter, les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-38-IC du 30 mars 2016, relatives aux valeurs limites de ses rejets d'eaux résiduaires, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

La conformité des rejets est appréciée au regard des critères établis à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 3 : Justification de dépassements et actions correctives

L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en accompagnant les résultats de ses analyses sur les eaux résiduaires déposés sur la plateforme GIDAF de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Délais et voies de recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 Rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, Monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société OI MANUFACTURING FRANCE au 69 Rue Albert Thomas à Reims (51100).

Châlons-en-Champagne, le 28 JUIN 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



